

DÉCISION DU MAIRE

RECONDUCTION D'UN MARCHÉ DE FOURNITURES

**Opération : Fourniture et pose de matériels de signalisation verticale
Reconduction n° 2
du marché du lot 1 : fourniture et pose de divers matériels de signalisation verticale**

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Saint-Avé, ville durable</i>	Objectif : <i>Permettre à tous de circuler dans de bonnes conditions de sécurité, d'accessibilité et de confort</i>	Action : <i>Disposer d'une signalétique directionnelle et informative efficace</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision du Maire n° 2012-75 du 26 novembre 2012, concernant la passation du marché faisant l'objet de l'opération visée ci-dessus,

VU le marché n° 2012-054 passé avec la société LACROIX SIGNALISATION (44800 Saint-Nazaire) notifié le 6 décembre 2012, reconductible deux fois par période d'un an,

VU la décision du Maire n° 2013-65 du 24 septembre 2013, concernant la reconduction du marché faisant l'objet de l'opération visée ci-dessus,

VU le nouveau tarif transmis le 7 juillet 2014 par la société LACROIX SIGNALISATION entraînant une augmentation des prix unitaires de 2,5 %,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE RECONDUIRE, du 6 décembre 2014 au 5 décembre 2015, le marché passé avec la société LACROIX SIGNALISATION (44800 Saint-Nazaire) relatif au lot 1 "Fourniture et pose de divers matériels de signalisation verticale", sur la base du nouveau tarif établi le 7 juillet 2014. Le montant total des commandes annuelles est compris entre 16 000,00 € HT minimum et 30 000,00 € HT maximum.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au(s) budget(s) de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier la reconduction n° 2 correspondante à la société visée à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 27 août 2014

Le Maire,



Anne GALLO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20140827-2014-057-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/08/2014

Publication : 28/08/2014

Le Maire,
Anne GALLO